



PROCES VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 10 FEVRIER 2025

Le 10 février deux mille vingt-cinq

Le conseil municipal de la commune de MORNANT (Rhône) s'est réuni, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 4 février deux mille vingt-cinq.

Début de la séance : 20h00

Membres présents : Renaud PFEFFER - Pascale CHAPOT - Dorothée RODRIGUES - Patrick BÉRRET - Pascale DANIEL - Jean-François FONTROBERT - Virginie PRIVAS-BREAUTE - Gaël DOUARD - Jean-Marc MACHON - Dominique HAZOUARD - Arnaud BREJOT - Anne-Catherine VALETTE - Julie GUINAND-BOIRON - Sébastien PONCET - Alain DUTEL - Véronique ZIMMERMANN - Patricia BONNET-GONNET - Anne-Laurence OLTRA - Christian CECILLON - Serge CAFIERO - Jocelyne TACCHINI - Raphaëlle GUERIAUD - Anne BLANCHET - Fatira RULLIERE - Laure PIQUERAS.

Membres excusés et représentés :

Sophie PIVOT a donné pouvoir à Dorothée RODRIGUES

Loïc BIOT a donné pouvoir à Gaël DOUARD

Véronique MERLE a donné pouvoir à Serge CAFIERO

Dylan MAYOR a donné pouvoir à Renaud PFEFFER

Nombre de conseillers

En exercice : 29

Présents : 25

Votants : 29

Il est désignée Anne-Laurence OLTRA, Conseillère municipale déléguée, comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation à l'unanimité du procès-verbal du conseil municipal du 16 décembre 2024.

Le procès-verbal du 16 décembre 2024 est adopté à l'unanimité.

Les questions inscrites à l'ordre du jour sont ensuite examinées.

COMMISSION RESSOURCES

Délibération n°01-25 : Rapport d'Orientation Budgétaire 2025 (ROB)

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés, dans un délai de deux mois précédant le vote de celui-ci.

Sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB), un débat permet de définir les orientations générales à retenir pour l'exercice considéré, et éventuellement, les exercices suivants. Ce débat constitue une étape préliminaire et obligatoire de la procédure budgétaire mais il n'a en lui-même aucun caractère décisionnel.

Il s'insère dans les mesures d'information du public sur les affaires locales, et permet aux membres du conseil municipal d'exprimer leurs vues sur des choix politiques et budgétaires d'ensemble.

L'article 107, Amélioration de la transparence financière, de la loi NOTRe impose de mettre en ligne le ROB sur le site internet de la commune après passage au conseil municipal.

Au cours de ce débat, Monsieur le Maire fait connaître les choix budgétaires prioritaires.

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a pris acte de la présentation du Rapport d'Orientation Budgétaire de l'année 2025 pour le budget de la commune.

Pascale DANIEL Adjointe au Maire présente le rapport d'orientations budgétaires qui ouvre le débat.

Concernant l'évolution de la dette, Monsieur le Maire précise que l'idée du mandat est de ne pas augmenter la dette par habitant. Il faut rester prudent et le but est d'arriver à stabiliser la situation financière et de continuer à investir et améliorer les services rendus au public.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à prendre acte de la communication du rapport sur les orientations budgétaires pour l'année 2025 ; à prendre acte par un vote, de la tenue du débat d'orientation budgétaire de l'année 2025 pour le budget de la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°02-25 : Avance de subvention 2025 - CCAS Mornant

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Mornant doit engager des dépenses qui relèvent de sa compétence, dès le 1^{er} janvier de cette année.

Afin de lui permettre de faire face aux premières dépenses de fonctionnement, il est proposé de procéder à une avance sur la subvention 2025.

Il est ainsi proposé d'attribuer une avance de 30 000 € au CCAS afin de lui permettre de fonctionner avant le vote du budget primitif.

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à verser une avance sur la subvention 2025 au Centre Communal d'Action Sociale à hauteur de 30 000 € ; à dire que les crédits sont inscrits au budget ; à l'autoriser ou son représentant, à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°03-25 : Convention de participation pour le risque santé et prévoyance et mandat au cdg pour mener la procédure

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les risques santé : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les risques prévoyance : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.

Cette participation devient obligatoire pour :

- Les risques prévoyance à effet du 1^{er} janvier 2025 (montant minimal de 7 € brut mensuel par agent, selon l'article 2 du décret n°2022-581). Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90 % du salaire net,
- Les risques santé à effet du 1^{er} janvier 2026 (montant minimal de 15 € brut mensuel selon l'article 6 du décret n°2022-581). Les garanties minimales sont celles du « contrat responsable », complétées du « panier de soins ».

Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.

Les choix opérés par la commune devront intervenir après avis du comité technique paritaire ;

L'article L827-1 du Code général de la fonction publique donne compétence aux centres de gestion pour conclure, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir leurs agents au titre des risques relevant de la protection sociale complémentaire, ces conventions de participation.

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 ;

Les conventions actuelles de participation en santé et en prévoyance proposées par le cdg69 arrivent à échéance le 31 décembre 2025.

Le cdg69 mène de nouveau, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un ou des organisme(s) compétent(s) et conclure avec celui-ci (ou ceux-ci) une convention de participation sur le risque santé et une convention de participation sur le risque prévoyance à compter du 1er janvier 2026 ;

A l'issue de cette procédure de consultation, la commune conserve l'entière liberté d'adhérer à ces conventions de participation, en fonction des tarifs et garanties proposées et en fonction des risques couverts. L'adhésion à de tels contrats se fera par délibération et après signature d'une convention avec le cdg69.

Il est proposé au conseil municipal de s'engager dans cette démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire, ainsi que de mandater le cdg69 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence.

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire :

- dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « santé »
et

- dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « prévoyance » ;
De mandater le cdg69 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour les risques choisis ; de s'engager à communiquer au cdg69 les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la population active concernée et d'autoriser le cdg69 à collecter directement auprès des caisses de retraite, pour son compte, les caractéristiques relatives à la population retraitée ; de prendre acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le cdg69, par délibération et après conclusion d'une convention d'adhésion avec le cdg69 et prend acte que la participation brute mensuelle par agent sera due à la date d'effet de la (ou les) convention(s) en respectant les minimums fixés par décret. La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n°2011-1474, soit au titre de la sélection de l'offre de l'organisme d'assurance.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°04-25 : Avenant 1 à la convention de prestations de services mutualisés avec la Copamo

Pascale DANIEL, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La Communauté de Communes du Pays Mornantais dispose en interne d'un service communication pour gérer l'ensemble de ses compétences. La commune de Mornant ne disposant pas de moyens humains suffisants en interne, a souhaité avoir recours à de l'expertise en matière de communication afin de promouvoir et de valoriser les actions de la commune à son bénéfice. Le recours à la mutualisation de moyens humains est de nature à optimiser les services.

Une convention de prestations de services mutualisés entre la Copamo et la commune de Mornant, relative à la promotion et à la valorisation du territoire, a été signée conformément à la délibération n° 116-23 du conseil municipal 18 décembre 2023.

L'article 7 de cette convention, portant sur la rémunération de la prestation, précise que les tarifs pourront être révisés annuellement au 1er janvier sur proposition de la Copamo et après accord de la commune.

En accord avec les parties, le présent avenant a pour objet de réviser le taux horaire pour adapter la rémunération de la prestation à partir du 1er janvier 2025.

Afin de poursuivre les interventions proposées, le taux horaire est fixé à 45,70 € à compter du 1er janvier 2025.

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à l'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention de prestations de services mutualisés avec la Copamo, ci-joint ; à dire que les crédits nécessaires à la prise en charge de ces frais seront inscrits au budget principal de la commune.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°05-25 : Régime indemnitaire police municipale

Anne-Catherine VALETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Suite à la refonte du régime indemnitaire de la filière de police municipale issue du décret n°2024-614, une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) peut être versée aux fonctionnaires relevant de ladite filière. Elle remplace le précédent régime indemnitaire composé de l'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) et de l'indemnité d'administration et de technicité (IAT). Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi :

- d'en définir les bénéficiaires,
- de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond,
- d'en préciser les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence),
- de préciser la date d'effet.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment l'article L 714-13 ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;

Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu la délibération n°59-22 du conseil municipal du 27 juin 2022 relative aux modalités de mise en œuvre du RIFSEEP ;

Vu la délibération n°114-22 du 19 décembre 2022 relative à la revalorisation du RIFSEEP de la commune de Mornant ;

Vu la délibération n°28-24 du 8 avril 2024 relative au régime indemnitaire de la police municipale de Mornant ;

Considérant que les agents appartenant à la filière police municipale et garde champêtre sont exclus du champ d'application du Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Considérant que les textes applicables aux agents de police municipale et aux gardes champêtres sont des textes spécifiques,

Considérant que suite à la publication du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, un nouveau régime indemnitaire pour les agents relevant de la filière police municipale est institué en remplacement de l'existant. Ce nouveau régime repose ainsi sur une nouvelle prime dénommée indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de Mornant de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés,

Considérant que le conseil municipal de Mornant entend mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit de ses agents de la filière police municipale dans les conditions suivantes,

Il est proposé les modalités suivantes d'application du décret n°2024-614 du 26 juin 2024 :

BÉNÉFICIAIRES

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées dans la présente délibération. L'architecture de l'ISFE repose sur les métiers et leur classement au sein de groupes de Fonctions. Elle s'adresse aux fonctionnaires du cadre d'emploi de police municipale.

Dans ce cadre-là, pour la commune de Mornant 2 groupes de fonction sont à créer :

Groupe de fonctions	Fonctions type	Grade
Groupe C1	Responsable service police municipale - encadrant	Brigadier-chef principal
Groupe C2	Agent de police municipale sans encadrement	Brigadier-chef principal / gardien brigadier

MODALITÉS ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

1 / **La part fixe** de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

Les montants moyens retenus par l'assemblée sont, conformément aux dispositions en vigueur, indexés sur la valeur du point fonction publique. Ils seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

2 / **La part variable** de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sera versée annuellement.

Les montants seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Le montant de la part variable sera déterminé en tenant compte des critères suivants :

CRITERES	DEFINITION	INDICATEURS
Manière de servir	Fiabilité du travail, rigueur dans les tâches, respect des procédures, des consignes, des règles de sécurité, des obligations statutaires, des délais, des horaires...	Très satisfaisant
		Satisfaisant
		A améliorer
		Non satisfaisant
Capacité de travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail	Communication avec ses collègues, coopération avec des partenaires internes ou externes, rendre compte de son activité	Très satisfaisant
		Satisfaisant
		A améliorer
		Non satisfaisant
Investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions	Formulation de propositions, diffusion de son savoir, réactivité face aux situations	Très satisfaisant
		Satisfaisant
		A améliorer
		Non satisfaisant

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

Cadre d'emploi	Part fixe (Dans la limite des taux suivants)	Part variable (Dans la limite du plafond suivant)
Agents de la police municipale	30 % maximum du traitement	3 000 €/an/agent

CLAUDE DE SAUVEGARDE

Le décret prévoit, lors de la première application de la réforme, la possibilité pour les policiers municipaux et gardes champêtres de bénéficier d'un dispositif de sauvegarde garantissant le maintien du montant indemnitaire mensuel perçu dans le cadre du régime indemnitaire antérieur. Les conditions sont fixées à l'article 7 du décret.

MODALITES D'ATTRIBUTION

En ce qui concerne les modalités de maintien ou de suppression en cas d'indisponibilités momentanées des agents pour congé maladie, maternité, paternité, accident de service, une carence de 12 jours par an est accordée.

Toutefois, depuis le 1^{er} janvier 2018, avec la mise en place de la journée de carence au premier jour de congé maladie, l'IFSE est déjà impacté.

Par conséquent cette journée n'est pas comptabilisée dans la carence de 12 jours.

ALO

A compter du 13^{ème} jour, l'IFSE est suspendue jusqu'à la reprise de l'agent. Dans le cas du temps partiel thérapeutique, l'IFSE est maintenue.

CUMULS

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail. Il ne sera donc pas possible de cumuler l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement et l'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Après avis favorable à l'unanimité du Comité Social Territorial en date du 31 janvier 2025 ;

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à accepter d'instituer le régime indemnitaire de la filière police municipale et garde champêtre dans les conditions énoncées ci-dessus ; à verser l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement selon les périodicités indiquées ci-dessus pour chacune des deux parts (fixe et variable) ; à inscrire les crédits nécessaires au budget ; à autoriser l'autorité territoriale à fixer un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté individuel.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°06-25 : Modification du tableau des effectifs

Anne-Catherine VALLETTE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant. Ainsi, il appartient au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Par ailleurs, en cas de suppression d'emploi, le Comité Social Territorial (CST) est obligatoirement saisi pour avis.

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs :

Filière Animation	
Suite à la réussite au concours d'animateur territorial et dans le cadre d'une réorganisation du service, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :	
Suppression	Création

1 poste d'adjoint d'animation TC (35h)	1 poste d'animateur TC (35h)
--	------------------------------

La commission *Ressources*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Après avis favorable à l'unanimité du CST en date du 31 janvier 2025 ;

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la modification du tableau des effectifs.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION POPULATION

Délibération n°07-25 : Renouvellement convention de partenariat avec le Comité des fêtes

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

La Ville de Mornant, à travers sa politique associative, a pour objectif d'accompagner et de soutenir les associations.

La présente convention s'inscrit dans la volonté de la Ville de renouveler et renforcer le partenariat avec le Comité des fêtes de Mornant qui œuvre à favoriser la convivialité et le lien social.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de partenariat entre l'association et la Ville en déterminant les engagements des deux parties.

Il est ainsi prévu que la commune soutienne financièrement le Comité des fêtes pour l'organisation de ses deux événements majeurs qui sont la fête du 13 juillet et le Téléthon, et ce pour un montant maximal annuel de 12 500 €. Un soutien matériel et logistique est également inscrit dans la convention.

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an renouvelable par tacite reconduction, pendant un délai maximum de 3 ans.

Elle entre en vigueur à la date de signature et fera l'objet d'un bilan annuel.

La commission *Services à la population*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les termes de la convention d'objectifs et de moyens entre la Ville de Mornant et l'association du Comité des fêtes ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°08-25 : Convention de partenariat "Le défi d'une vie ! Un semi-marathon solidaire"

Pascale CHAPOT, Adjointe au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre de sa politique Solidarité et Prévention santé et du soutien au tissu associatif, la ville de Mornant a à cœur d'accompagner et de soutenir des projets porteurs de messages forts.

Un projet pour communiquer sur la maladie de Charcot

La Fondation Germaine REVEL en partenariat avec le Comité des Fêtes de Mornant, les communes de Mornant et Saint-Laurent-d'Agny, a souhaité accompagner un projet pour communiquer sur la maladie de Charcot (SLA) avec un ambassadeur touché par la maladie, Jérôme RUEULLO : "Le défi d'une vie ! Un semi-marathon solidaire".

Jérôme a appris sa maladie en 2022 et mène un combat quotidien pour continuer à envisager de nouveaux projets, comme sa participation au semi-marathon de New York en tant qu'ambassadeur de cette maladie. Cet évènement, qui rassemble 25 000 coureurs, lui permettrait de mettre en lumière les malades atteints de la maladie de Charcot et de vivre son rêve et une expérience incroyable avec son équipe (soignants, accompagnateurs...).

La convention a pour objet de définir les rôles et contributions des Parties dans le cadre du projet de collecte de fonds pour sensibiliser à la SLA, en précisant les modalités de soutien de chaque Partie à cet objectif commun, de même que les modalités de collecte et d'utilisation des fonds.

La collecte de fonds s'appuiera sur différentes actions de communication auprès de donateurs privés ou publics. Elle vise à réunir le montant de 35 800 euros qui permettra à Jérôme RUEULLO, habitant de la COPAMO et souffrant de cette maladie, de sensibiliser le grand public à la SLA, tout en réalisant son rêve : participer au semi-marathon de Brooklyn.

Un comité de Pilotage, composé de l'ensemble des Parties, sera mis en place pour superviser le déploiement de la collecte de fonds et la bonne organisation du projet.

Le comité de pilotage aura pour missions :

- de suivre les objectifs définis dans la convention
- d'ajuster les actions de communication en fonction des besoins du projet
- d'assurer la cohérence des actions des différentes entités et la transparence de la collecte de fonds

Le comité de pilotage se réunira aussi souvent que nécessaire jusqu'à la fin du projet, décidée d'un commun accord par l'ensemble des Parties.

Les engagements de la commune de Mornant :

- Participer au comité de pilotage du projet
- Soutien à la collecte de fonds par tous les moyens de communication à sa disposition

- Participer, à son initiative ou sur sollicitation des Parties, aux actions de communication pour lesquelles sa présence serait souhaitable, afin de mobiliser le plus grand nombre de donateurs
- Relai des actions de communication mises en œuvre sur ses supports de communication.

La commission *Services à la population*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Virginie PRIVAS-BREAUTE, Conseillère municipale déléguée, demande si la somme récoltée est considérée comme un don et donc déductible. Monsieur le Maire répond que oui.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les termes de la convention entre la commune de Mornant et les autres partenaires du projet ; à l'autoriser ou son représentant à signer la convention ci-jointe et tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

<p>Délibération n°09-25 : Convention de jumelage avec la ville de Vallecrosia en Italie</p>
--

Anne-Laurence OLTRA, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport.

La ville de Mornant, désireuse de développer une coopération durable fondée sur la compréhension mutuelle, l'amitié entre leurs habitants, les échanges culturels, éducatifs, sportifs et économiques, a décidé la mise en place d'un jumelage avec la ville italienne de Vallecrosia.

Cette convention a pour objet de définir les objectifs de ce jumelage, ainsi que les conditions de leur mise en œuvre :

- Promouvoir les échanges culturels et artistiques
- Encourager les échanges scolaires et universitaires
- Développer des projets communs dans les domaines du sport et de la jeunesse.

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou résiliée d'un commun accord entre les deux parties.

La commission *Services à la population*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Anne BLANCHET, Conseillère municipale, demande comment la ville a été choisie. Anne-Laurence OLTRA répond qu'elle a démarché des villes de la taille de Mornant et qu'un voyage est prévu le 21 février prochain. Monsieur le Maire précise qu'il y a une communauté italienne importante sur Mornant et un enseignant moteur pour développer des projets communs. Une association verra prochainement le jour afin de faire vivre ce jumelage.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les termes de la convention de jumelage, ci-jointe ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

COMMISSION TECHNIQUE

Délibération n°10-25 : Suite procédure d'acquisition publique simplifiée (expropriation) suite à abandon manifeste de la parcelle BI n° 121

Gaël DOUARD, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Le conseil municipal a adopté la délibération n°72-24 le 1^{er} juillet 2024 pour la poursuite de la procédure d'acquisition publique simplifiée de la propriété située 10 rue Joseph Venet à Mornant, parcelle BI 0121, en situation d'abandon manifeste.

Conformément à la délibération, le dossier de déclaration d'utilité publique simplifiée suite à procédure d'abandon manifeste ainsi qu'un registre destiné à recueillir les observations du public ont été mis à disposition à l'accueil de la mairie du 4 juillet 2024 au 10 août 2024.

Aucune observation n'a été recueillie.

Par ailleurs, l'ensemble des héritiers présumés ont été destinataires d'un exemplaire du dossier adressé en courrier recommandé. Aucune observation ou réclamation n'a été réceptionnée en mairie suite à ces envois.

Vu également la délibération n°129-23 déléguant la suite de la procédure d'expropriation pour abandon manifeste au profit de l'EPORA ;

Il est proposé au conseil municipal de confirmer les termes de la délibération n°72-24 déclarant la parcelle en cause en état d'abandon manifeste et de confirmer la poursuite de l'expropriation au profit de l'EPORA afin de réaliser le projet de réhabilitation pour la production de 2 à 3 logements dont l'estimation sommaire s'élève à 659 500 € (coût du foncier + coût des travaux).

La commission *Technique*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce rapport.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à déclarer la parcelle sise 10 rue Joseph Venet à Mornant, cadastrée section BI n° 121, appartenant à la succession de M. ARBAOUI, en état d'abandon manifeste et d'en poursuivre l'expropriation au profit d'EPORA ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'aboutissement de la procédure d'acquisition publique simplifiée.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°11-25 : Retrait de la délibération n°135-24 et approbation du transfert de gestion d'une emprise du domaine public de la Copamo à la commune de Mornant dans la ZAE des Platières

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2123-3 à L. 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays Mornantais validés par arrêté préfectoral n°69-2024-09-24-00001 du 24 septembre 2024,
Vu les statuts du SYDER, notamment l'article 2.2.2.3,
Vu la délibération n°15 du conseil municipal du 27 janvier 2020 transférant la compétence IRVE (Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique) au SYDER,
Vu la délibération n° CC-2024-122 du Conseil communautaire de la Copamo du 10 décembre 2024, approuvant le transfert de gestion d'une emprise du domaine public de la Copamo à la commune de Mornant dans la ZAE des Platières,
Vu le projet de convention de transfert de gestion correspondant, joint à la présente délibération,

Vu la délibération n°135-24 du conseil municipal du 16 décembre 2024 approuvant la convention d'occupation temporaire du terrain situé dans la ZAE des Platières, appartenant au domaine public de la Copamo, entre la Commune et le SYDER,

Considérant que la délibération approuvant le transfert de gestion devait intervenir préalablement à la mise à disposition du terrain au SYDER, il apparaît nécessaire de retirer la délibération n°135-24 pour permettre de délibérer au préalable sur le transfert de gestion, puis sur la convention d'occupation temporaire.

Le SYDER est lauréat de l'appel à projet du gouvernement « Soutien au déploiement de stations de recharge pour les véhicules électriques » du plan France 2030, pour réaliser 9 stations de recharge de haute puissance.

Dans ce cadre, il a identifié plusieurs points sur le territoire rhodanien. L'un d'eux se situe sur la commune de Mornant, dans la Zone d'activités économiques des Platières, sur une emprise de 443 m² non cadastrée appartenant au domaine public de la Copamo : le parking situé route de Ravel (RD n°83), entre les rues des transporteurs et Thimonnier.

Ce projet représente une opportunité de valoriser et dynamiser ce parking existant, en cœur de zone, et il est dans l'intérêt général qu'il puisse aboutir.

Toutefois, la Copamo ne détient pas la compétence IRVE (Infrastructure de Recharge pour Véhicules Électriques). Celle-ci est détenue par la commune qui l'a transférée au SYDER, conformément à l'article L. 2224-37 du Code général des collectivités locales. La commune pourrait donc contracter directement avec le syndicat si elle disposait de droits sur cette emprise.

La Copamo n'a pas intérêt à se dessaisir d'un foncier stratégique à l'intérieur de la zone des Platières. Cependant, elle peut procéder à un transfert de gestion de cette dépendance dans les conditions fixées par l'article L. 2123-3 du Code général de la propriété des personnes publiques et détaillées dans la convention jointe à la présente délibération.

Ainsi, la Copamo demeurera propriétaire de la parcelle, qui ne sera à aucun moment déclassée du domaine public, et la commune pourra, par ce montage, en tant que gestionnaire de la parcelle, disposer d'un titre l'autorisant à conventionner directement avec le SYDER.

Il est proposé au conseil municipal de retirer la délibération n°135-24, d'approuver le principe de ce transfert de gestion du domaine public, d'approuver la convention correspondante et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

La commission *Technique* réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce rapport.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à retirer la délibération n°135-24 du conseil municipal du 16 décembre 2024 ; à approuver le principe du transfert de gestion du domaine public de la Copamo, de l'emprise non cadastrée définie sur le plan ci-joint, au profit de la commune de Mornant ; à approuver la convention de transfert de gestion de cette emprise telle que jointe à la présente délibération ; à l'autoriser ou son représentant dûment habilité, à signer ladite convention ainsi que toutes les pièces afférentes.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°12-25 : Approbation de la convention d'occupation temporaire d'un terrain géré par la commune de Mornant et appartenant au domaine public de la Copamo

Loïc BIOT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L. 2224-37,
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L. 2123-3 à L. 2123-6 et R. 2123-9 à R. 2123-14,
Vu les statuts du SYDER, notamment l'article 2.2.2.3,
Vu la délibération n°15 du conseil municipal du 27 janvier 2020 transférant la compétence IRVE (Infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique) au SYDER,
Vu la délibération n° 11-25 du conseil municipal du 10 février 2025 retirant la délibération n°135-24 du 16 décembre 2024 et approuvant le transfert de gestion d'une emprise du domaine public de la Copamo à la commune de Mornant dans la ZAE des Platières,

Vu la convention de transfert de gestion afférente,

La commune et la Copamo se sont rapprochées pour procéder au transfert de gestion d'une emprise de 443 m² non cadastrée appartenant au domaine public de la Copamo dans la ZAE des Platières : le parking situé route de Ravel (RD n°83), entre les rues des transporteurs et Thimonnier.

Si la Copamo demeure propriétaire du terrain, la signature de cette convention de transfert de gestion donne compétence à la commune pour autoriser l'occupation par le SYDER, pendant 40 ans, de cette parcelle aux fins d'implantation d'une station de charge haute puissance pour véhicules électriques.

Il est précisé que le SYDER portera intégralement l'investissement de cette station et assurera par la suite son exploitation. Des équipements de services destinés aux usagers des bornes seront également réalisés par le SYDER sur la parcelle mise à disposition.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public avec le SYDER et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer, ainsi que de négocier et signer d'éventuels avenants à cette convention, si leur nécessité apparaissait ultérieurement.

La commission *Technique* réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce rapport.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention d'occupation temporaire du domaine public situé route de Ravel, entre les rues des Transporteurs et Thimmonier, dans la ZAE des Platières, avec le SYDER, conformément au projet annexé à la présente délibération ; à l'autoriser ou son représentant dûment habilité, à signer ladite convention avec le SYDER ; à l'autoriser ou son représentant dûment habilité, à négocier et signer d'éventuels avenants à cette convention, si leur nécessité apparaissait ultérieurement.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°13-25 : Approbation de la convention entre la commune de Mornant et le Syndicat Intercommunal en charge du Traitement des Ordures Ménagères (SITOM) pour la fourniture et la pose de 7 silos enterrés, avenue de Verdun à Mornant

Monsieur le Maire présente le rapport.

Afin d'améliorer la gestion des déchets et le cadre de vie des habitants, la commune de Mornant souhaite renforcer les dispositifs de collecte en installant 7 silos enterrés pour les ordures ménagères résiduelles (OMR) et le tri des déchets (emballages, papiers et verre), sur l'avenue de Verdun à Mornant.

Le SITOM, compétent en matière de gestion des déchets, propose la fourniture et la pose de 7 silos enterrés, hors travaux de génie civil et de réaménagement qui restent à la charge de la commune.

Cette installation doit être formalisée par une convention entre le SITOM et la commune de Mornant, précisant ainsi les modalités techniques, financières et organisationnelles.

Il convient aujourd'hui pour la commune de Mornant de signer une convention avec le SITOM, pour la fourniture et la pose de 7 silos enterrés, avenue de Verdun à Mornant.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention avec le SITOM pour la fourniture et la pose de 7 silos enterrés sur l'avenue de Verdun à Mornant ; à accepter le principe que la commune de Mornant supporte le financement de la fourniture et de la pose de 7 silos enterrés, pour un montant de 43 872.13 € (hors travaux de génie civil et de réaménagement) ; à dire que les crédits seront inscrits au budget principal ; à l'autoriser ou son représentant à signer la convention ci-jointe et tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°14-25 : Approbation du projet de Plan de Mobilité des territoires lyonnais

Monsieur le Maire présente le rapport.

Le 21 novembre 2024, le Conseil d'administration de SYTRAL Mobilités a arrêté le projet de Plan de Mobilité des territoires lyonnais élaboré à l'échelle de son ressort territorial.

Conformément à l'article 1214-28-2 du Code des transports, SYTRAL Mobilités a fait parvenir à la commune, pour avis, leur projet de Plan de Mobilité des territoires lyonnais.

Conformément à l'article R1214-13 du Code des transports, le délai dont disposent les personnes publiques consultées pour donner leur avis sur le projet est de 3 mois à compter de la transmission du projet. L'avis qui n'est pas donné dans ce délai est réputé favorable.

Il est proposé à la commune de Mornant d'approuver le projet de Plan de Mobilité des territoires lyonnais, joint à ce rapport.

La commission *Technique* réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce rapport.

Laure PIQUERAS, Conseillère municipale, alerte sur le montant de l'abonnement qui doublera lorsque les cars deviendront « Sytral », pour les personnes allant à Givors. Monsieur le Maire précise qu'il y aura une compensation de la Copamo et que du transport à la demande sera déployé.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver le projet de Plan de Mobilité des territoires lyonnais, ci-joint.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°15-25 : Echange de terrain en vue de l'aménagement d'une sortie sécurisée route de Chaussan, SCI DICLO

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Le permis de construire 069 141 11 R 0061 a été accordé à AMT PROMOTION en décembre 2012 pour la réhabilitation du Moulin du Calichet en 7 logements.

Ce permis a ensuite été transféré à la SCI DICLO, représenté par Monsieur SEON Didier.

Cet accord était assorti de prescription de la part du Département concernant l'accès donnant sur la route de Chaussan. Les travaux de sécurisation de la voirie sont à la charge du promoteur. Ils entraînent une modification du tracé du chemin du Moulin du Calichet, qui demeure voie communale.

Afin de prendre acte du nouveau tracé du chemin du Moulin du Calichet, suite aux aménagements prescrits par le Département et réalisés par la SCI DICLO dans le cadre

de l'exécution du permis de construire 069 141 11 R 0061, il est proposé de procéder à un échange d'une surface de 120 m² avec la SCI DICLO.

Il est proposé aux membres du conseil municipal d'approuver l'échange de la parcelle AT 276 (120 m²), devenue partie constitutive du chemin et actuellement propriété de la SCI DICLO, avec la parcelle AT 278 (120 m²), actuellement propriété communale.

La commission *Technique* réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce dossier.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver l'échange de la parcelle AT 278 avec la parcelle AT 276 ; à l'autoriser ou son représentant à signer l'acte authentique ainsi que toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°16-25 : Approbation de la convention d'occupation temporaire du domaine public routier de la commune de Mornant pour le déploiement du dispositif de télérelevé du service public de distribution de l'eau potable

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Véolia Eau, délégataire du service public de production et de distribution d'eau potable sur le territoire du Syndicat intercommunal des eaux de Millery Mornant, a décidé de mettre en place, à ses frais, un système de télérelevé des compteurs d'eau potable.

Dans ce cadre, un partenariat a été conclu avec la société Birdz, spécialisée dans les services de télérelevé et les capteurs communicants.

Ce contrat prévoit que la société Birdz assure le déploiement, la maintenance, la surveillance et le renouvellement des équipements nécessaires, notamment les transmetteurs (répéteurs) et les récepteurs (passerelles), ainsi que la gestion des autorisations pour l'installation des équipements fixes nécessités par le système de télérelevé.

Dans ce cadre, la société Birdz a sollicité la commune pour obtenir l'autorisation d'installer des objets communicants (transmetteurs et répéteurs) sur des mobiliers situés sur le domaine public routier, pour le compte de Véolia Eau.

Une convention a été établie pour définir les modalités techniques, administratives et financières liées à cette occupation temporaire du domaine public.

Il convient aujourd'hui pour la commune de Mornant de signer une convention avec la société Birdz pour l'autoriser à installer des objets communicants (transmetteurs et répéteurs) sur des mobiliers situés sur le domaine public routier, afin de permettre le bon fonctionnement du système de télérelevé.

La commission *Technique*, réunie le 27 janvier 2025 a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents, sur ce dossier.

Véronique ZIMMERMANN, Conseillère municipale déléguée, demande si beaucoup d'appareils seront installés. Jean-François FONTROBERT répond que non.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention à conclure entre la commune et la société Birdz afin de l'autoriser à installer des objets communicants (transmetteurs et répéteurs) sur des mobiliers situés sur le domaine public routier, ci-jointe ; à l'autoriser ou son représentant à signer la convention ou tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°17-25 : Approbation de la convention de servitude avec le Syndicat départemental d'énergies du Rhône (SYDER) dans le cadre de la dissimulation des réseaux électriques avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre d'une amélioration de l'environnement, le SYDER prévoit de renforcer le réseau électrique sur l'avenue de Verdun et la rue Serpaton à Mornant.

Le tracé des travaux se situe sur le domaine public et nécessite un accord pour leur réalisation.

Cet accord doit être formalisé par une convention amiable entre le SYDER et la commune de Mornant, garantissant ainsi les modalités d'implantation et d'exploitation des ouvrages entre les différentes parties prenantes.

Afin de mener à bien ce projet de dissimulation des réseaux, le SYDER a mandaté l'entreprise RAMPA ÉNERGIES pour réaliser ces travaux. Ils seront entièrement pris en charge par le SYDER et ne nécessiteront aucune participation financière de la part de la commune de Mornant.

Il convient aujourd'hui pour la commune de Mornant de signer une convention de servitude avec le SYDER, pour l'autoriser à installer des ouvrages sur le domaine public, avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant, afin d'améliorer l'intégration paysagère du réseau électrique et de renforcer sa fiabilité.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention de servitude à conclure entre la commune et le SYDER, pour l'autoriser à installer des ouvrages sur le domaine public, avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant, afin d'améliorer l'intégration paysagère du réseau électrique et de renforcer sa fiabilité ; à l'autoriser ou son représentant à signer la convention ci-jointe et tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°18-25 : Approbation de la convention particulière avec le Syndicat départemental d'énergies du Rhône (SYDER) relative à l'enfouissement des équipements de communications électroniques avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Dans le cadre d'une amélioration esthétique du cadre de vie, le SYDER prévoit l'enfouissement des réseaux aériens de communications électroniques d'Orange sur l'avenue de Verdun et la rue Serpaton à Mornant.

Ces réseaux, actuellement installés sur des supports communs avec les réseaux publics aériens de distribution d'électricité, font l'objet d'un programme de mise en souterrain visant à harmoniser le paysage urbain.

Ces travaux doivent être formalisés par une convention particulière entre le SYDER et la commune de Mornant, précisant leurs modalités techniques, financières et organisationnelles.

Ils seront entièrement pris en charge par Orange, sans aucune participation financière de la part de la commune de Mornant.

Il convient aujourd'hui pour la commune de Mornant de signer une convention particulière avec le SYDER, pour la mise en œuvre de l'enfouissement des réseaux aériens de communications électroniques d'Orange, avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant.

Anne BLANCHET, Conseillère municipale, demande si ces travaux seront faits sur une autre partie que celle qui a déjà été refaite. Monsieur le Maire répond que oui.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver la convention particulière avec le SYDER, pour la mise en œuvre de l'enfouissement des réseaux aériens de communications électroniques d'Orange, avenue de Verdun et rue Serpaton à Mornant ; à l'autoriser ou son représentant à signer la convention ci-jointe et tout acte afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Délibération n°19-25 : Modification des tableaux de classement des voies communales

Jean-François FONTROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport.

Ainsi, le conseil municipal propose les modifications suivantes à intégrer au tableau de classement des voies communales :

B => VOIES COMMUNALES A CARACTERE DE CHEMINS

- NOUVELLES VOIE

1- Impasse des Étoiles

Le chemin des Chênes n'étant plus circulaire de bout en bout (une partie ayant été fermée à la circulation), il a été en partie renommé afin de clarifier la localisation des différentes adresses concernées.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Impasse des Etoiles	Part du chemin des Cariasses pour aboutir en impasse	50 m	2 m

- MODIFICATION VOIE

1- Chemin des Chênes

La création de l'impasse des Étoiles entraîne les modifications suivantes :

- Au niveau du tracé

« Part du chemin des Cariasses (VC n°20) et aboutit au chemin du Champ (VC n°22) »

Est modifié par :

« Part du chemin du Champ pour aboutir en impasse »

- Au niveau de la longueur :

La voie est dorénavant d'une longueur de 165 m au lieu de 253 m avec le tracé précédent.

Annexe => VOIES PRIVEES OUVERTES A LA CIRCULATION

Pour faire suite aux travaux de diagnostic et de certification de la Base d'Adresse Locale de Mornant, il est proposé au conseil municipal de créer et de dénommer de nouvelles voies privées ouvertes à la circulation afin de :

- Clarifier la localisation des immeubles
- Supprimer les extensions de numérotation notamment dans les lotissements

2- Allée Camille CLAUDEL

L'adresse remplacée est le 11 chemin de Germany (11 points concernés) actuellement déclinée de 11 A à 11 I.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Camille CLAUDEL	Part du chemin de Germany pour aboutir sur le chemin de la Chalonnaière	140 m	2 m

1- Allée de l'Oisans

L'adresse remplacée est le 11 chemin de la Chalonnaière (8 points concernés) actuellement déclinée de 11 A à 11 K.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée de l'Oisans	Part du chemin de la Chalonnaière (au niveau du 105) pour aboutir en impasse dans le lotissement	175 m	2 m

2- Allée Marie Thélisson

L'adresse remplacée est le 7 chemin de la Civaude (23 points concernés) actuellement déclinée de 11 A à 11 K.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Marie THELISSON	Part du chemin de la Civaude (au niveau du 118) pour parcourir le lotissement et revenir à son point de départ	460 m	4 m

3- Impasse des Ecrins

L'adresse remplacée est le 44 à 50 bis chemin de la Civaude (5 points concernés)

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Impasse des Ecrins	Part du chemin de la Civaude (au niveau du 598) pour aboutir en impasse	110 m	4 m

4- Allée du Vercors

L'adresse remplacée est le 37 chemin de la Civaude (7 points concernés), toutes les parcelles sont actuellement au même numéro.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée du Vercors	Part du chemin de la Civaude (en face du 600) pour aboutir en impasse	110 m	4 m

3- Allée Belledonne

L'adresse remplacée est le 32 chemin de la Civaude (3 points concernés), actuellement déclinée en 32 bis et 32 Ter, deux parcelles ayant le même numéro.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée Belledonne	Part du chemin de la Civaude (au niveau du 350) pour aboutir en impasse	45 m	4 m

4- Allée des trois Monts

Les adresses remplacées sont les 14,16,18 et 20 chemin de la Civaude.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des trois Monts	Part du chemin de la Civaude (après le 118) pour aboutir en impasse	50	4 m

5- Allée des Oliviers

L'adresse remplacée est le 16 chemin du Laud (9 points concernés), actuellement déclinée de 16 A à 16 F.

La nouvelle numérotation sera en métrique.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des Oliviers	Part du chemin du Laud (au niveau du 266) pour aboutir en impasse dans le lotissement	90 m	4 m

6- Allée des Chats

La voie concernée est une ramification en impasse de la route du Rosséon ce qui entraîne une confusion dans l'accès du lotissement. Il est proposé au conseil municipal de nommer cette voie « Allée des Chats ».

Les numéros de 171 à 189 route du Rosséon sont concernés par un nouveau plan d'adressage en métrique (10 habitations individuelles).

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des Chats	Part de la route du Rosséon du Laud (entre le 67 et le 223) pour aboutir en impasse dans le lotissement	75 m	4 m

7- Allée des Charmes

La voie concernée est une ramification du chemin des Chênes. Afin de simplifier la localisation des habitations mitoyennes à cette voie, il est proposé au conseil municipal de nommer cette voie « Allée des Charmes ». Trois adresses actuellement déclinées avec des extensions (8 A, 8 B, 8 C) sont concernées par un nouveau plan d'adressage.

APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
Allée des Charmes	Part du chemin des Chênes (entre le 100 et le 110m) pour aboutir en impasse	85 m	4 m

Annexe => ROUTES DEPARTEMENTALES TRAVERSANT L'AGGLOMERATION

1- Route de Ravel

La route départementale 83 (RD83) dénommée route de Ravel traverse la zone d'activité Les Platières dont un tronçon en agglomération.

Num	APPELLATION	DESIGNATION DU POINT D'ORIGINE et D'EXTREMITE	Longueur	Largeur
RD 83	Route de Ravel	Du panneau d'agglomération côté St Laurent d'Agnay pour aboutir au giratoire des Platières sur la route départementale RD342	1 950 m	10 m

Annexe => VOIES D'INTÉRÊT INTERCOMMUNAUTAIRE DE LA ZONE LES PLATIERES

La zone d'activités Les Platières est située à environ 2 kilomètres au nord-ouest du centre de Mornant. D'une superficie totale de 65 hectares, elle accueille plus de 110 entreprises. Les voies recensées dans la zone d'activité Les Platières sont au nombre de 9 :

1. Rue des Transporteurs
2. Rue du Capitaine François Garbit
3. Rue du Jonan
4. Rue de la Maison Rose
5. Rue Joseph Marie Jacquard
6. Rue Frédéric Monin
7. Rue du Petit Bois

8. Rue de la Garennière
9. Rue Barthélémy Thimonnier

La description des voies est détaillée dans le document joint au présent rapport.

Annexe => HAMEAUX – LIEUX-DITS

I. PROPOSITION

Il est proposé au conseil municipal une mise à jour de la description de la liste des hameaux et lieux-dits de la commune.

La commission *Technique*, réunie le 27 janvier 2025, a émis un avis favorable à l'unanimité des membres présents sur ce dossier.

Jean-François FONTROBERT précise qu'à ce jour, environ 45 % des rues de Mornant sont certifiées.

Monsieur le Maire invite le conseil municipal à approuver les nouveaux tableaux de classement des voies communales ci-joints, qui résultent des modifications mentionnées ci-dessus ; à l'autoriser ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

Délibération adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Fin de la séance : 21h48

Mornant, le 7 avril 2025

Renaud PFEFFER



Maire,

A handwritten signature in black ink, appearing to be "R. Pfeffer".

Président de séance

Anne-Laurence OLTRA

Conseillère municipale
déléguée,

Secrétaire de séance

A handwritten signature in black ink, appearing to be "A. Oltra".